

Les magistrats font leur travail dans des conditions très difficiles, et ils appliquent la loi pénale telle que vous la votez. J'en veux pour preuve que le quantum des peines correctionnelles a augmenté d'environ 50 % au cours des six dernières années. S'il y a, par ailleurs, près de 80 000 personnes définitivement condamnées en attente d'exécution de leur peine, c'est bien que la justice condamne. On compte aujourd'hui 65 471 personnes incarcérées, ce qui est un record – alors que le nombre de places est limité à 56 000.

Comme Eric Ciotti l'a indiqué à juste titre, ce texte ne remet pas en cause le travail des magistrats : il tend, dans ses deux premiers volets, à faire participer les citoyens à la justice par un acte de civisme – ils n'ont plus tant d'occasions de faire acte de civisme !

La création de tribunaux correctionnels comportant des citoyens assesseurs ralentirait-elle la procédure ? On n'examinera peut-être que 5 à 12 affaires par audience, au lieu de 20 actuellement, mais j'ai obtenu des moyens supplémentaires. Faudrait-il renoncer à associer les citoyens à la justice au motif que cela coûte cher ? Pour ma part, je ne le crois pas. J'ajoute qu'environ 40 000 affaires relèveront de ces nouvelles formations correctionnelles – c'est beaucoup, mais ce n'est pas l'ensemble de la matière correctionnelle.

S'agissant de la désignation des citoyens assesseurs, nous avons fait le choix de nous inspirer du système de tirage au sort en vigueur pour les cours d'assises. Comme ces citoyens assesseurs ne seront pas des jurés, ils ne pourront pas être récusés, ce qui nécessitera des garanties supplémentaires. Sur ce point, je suis tout à fait d'accord avec le rapporteur.

La correctionnalisation des crimes, dénoncée par nombre d'entre vous, pose un vrai problème. Alors que le Parlement a décidé que certains faits constituaient des crimes, ils sont jugés comme s'il s'agissait de délits. Une solution serait que le Parlement décide que les actes concernés ne sont plus des crimes, mais c'est à lui seul de le faire. Il faudra sans doute revoir un jour l'ensemble des qualifications ; en attendant, la loi est la loi et il faut l'appliquer.

Je ne dispose pas de statistiques exactes pour mesurer la « correctionnalisation », mais on peut estimer que 70 % des crimes ne sont pas jugés comme tels. Un moindre mal serait que tous les faits criminels

soient correctionnalisés de la même façon sur l'ensemble du territoire, mais ce n'est même pas le cas : certains faits sont jugés comme des crimes dans certains départements, et comme des délits ailleurs. Ainsi que Jean-Christophe Lagarde l'a rappelé, un viol est un viol en Mayenne, mais c'est une agression sexuelle en Seine-Saint-Denis.

Le Gouvernement avait proposé une solution qui n'a pas été retenue par le Sénat. La voie choisie par ce dernier permettra d'avancer, mais il n'est pas certain qu'elle soit suffisante. Le rapporteur propose donc de constituer des cours d'assises spéciales pour les crimes passibles de 15 à 20 ans de prison, composées de trois magistrats professionnels et trois jurés.

Une difficulté technique, et peut être constitutionnelle, est que ces « jurés » ne pourront pas former une majorité, contrairement à ceux des cours d'assises classiques. Ce ne seront donc pas des « jurés » au sens strict du terme. Bien que rien n'interdise au Parlement de créer de nouveaux types de juridictions, il faut être conscient que le Conseil constitutionnel a retenu en 2005 des critères précis pour les cours d'assises. Il faudra donc s'entourer de toutes les précautions pour éviter une censure et trouver une solution satisfaisant les deux assemblées.

Je ne reviens pas sur la proposition du rapporteur concernant l'exécution des peines, car elle me convient.

S'agissant de la justice des mineurs, je suis attaché moi aussi à l'ordonnance de 1945, ainsi qu'à la loi de 1912 qui – il faut le rappeler – a posé les premiers principes du droit des mineurs. Le projet du Gouvernement s'appuie sur les principes de l'ordonnance, qui ont été consacrés au plan constitutionnel : je mets quiconque au défi de démontrer le contraire.

Nous nous sommes notamment appuyés sur les décisions rendues par le Conseil constitutionnel en 2002 et 2011 : l'excuse de minorité doit conduire à prononcer en priorité des peines éducatives ; le tribunal doit être spécialement composé ou suivre une procédure spéciale – en l'occurrence, nous proposons les deux ; le tribunal correctionnel pour mineurs comportera un juge pour enfants, et il appliquera la procédure du tribunal pour enfants. Nous nous sommes inspirés des travaux de la commission présidée par le recteur André Varinard, que je connais bien pour avoir travaillé longtemps avec lui au sein de la même université.

Quant au dossier unique de personnalité, c'est une avancée fondamentale, réclamée par tous les acteurs : cela évitera que l'on doive refaire sans cesse le même travail.

Comme plusieurs orateurs l'ont rappelé, les centres éducatifs fermés sont un succès : ils ont permis d'éviter la prison « sèche » à des mineurs. Or, il

ne sert à rien de se réclamer de l'ordonnance de 1945 tant que des mineurs finissent en prison : c'est chaque fois un échec des mesures éducatives. Les centres étant fermés, les mineurs ne sont pas libres de sortir, mais ils sont éduqués et formés. C'est d'ailleurs pour cette raison que ces structures coûtent cher : elles emploient de nombreux éducateurs et formateurs.

Cela dit, je suis ouvert à tout : nous avons besoin, pour les mineurs, d'un large panel de solutions pour répondre au mieux à la situation de chacun.

S'agissant des victimes, l'appel des parties civiles contre la correctionnalisation des affaires est déjà possible en application de l'article 186-3 du code de procédure pénale, tel qu'il a été modifié par la loi Perben II de mars 2004. Je rappelle, en outre, que 21 textes ont été adoptés depuis 2002 pour améliorer la situation des victimes. Depuis la loi Perben I, elles peuvent être présentes dans l'ensemble de la procédure judiciaire.